18 0003

ASSEMBLEE NATIONALE DU SENEGAL

1ère LEGISLATURE

1ère SESSION EXTRAORDINAIRE 1961

- R A P P O R T -

Fait

au nom de la Commission des Finances

SUR le projet de Loi n° 13/60/ANS fixant les caractéristiques des catégories d'entreprises susceptibles de bénéficier des dispositions de la Loi n° relative à l'instauration d'un régime fiscal de longue durée dans la République du Sénégal et la liste des impôts dont les modes d'assiette, règles de perception ou tarifs seront stabilisés au bénéfice des dites entreprises.

par HAMET DIOP
Rapporteur Général

-0-0-0-0-0-

Monsieur le Président,
Mes Chers Collègues,

S'agissant de la fixation des catégories d'entreprises appelées à bénéficier du régime fiscal de longue durée, une option devait être faite : ou bien reconduire la liste restrictive élaborée par les délibérations du Grand Conseil et de l'Assemblée Territoriale - délibérations qui ne favorisaient que quelques catégories d'industries de production - ou bien élargir l'éventail des catégories existantes aux industries de transformation.

La deuxième solution, certes fiscalement plus onéreuse, a paru seule susceptible de stimuler les investissements.

C'est l'objet de ce présent projet de Loi, pris en application de l'article 5 de la Loi relative à l'institution d'un régime fiscal de longue durée.

Cependant, les entreprises intéressées ne devront pas concurrencer des industries similaires, installées dans un Etat signataire de la Convention douanière du 9 Juin 1959.

Par ailleurs, en matière de B.I.C., les bénéfices réalisés par une entreprise bénéficiaire ne seront exonérés qu'à concurrence du montant des investissements effectués.

La Commission des Finances vous engage, en conséquence, à adopter ce projet de Loi.

Dakar, le 24 Février 1961

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

ASSEMBLEE NATIONALE

180003

Loi Sénégalaise n° 61-15

Fixant les caractéristiques des catégories d'entreprises susceptibles de bénéficier des dispositions de la Loi n° 61-14 du 27 février 1961 relative à l'instauration d'un régime fiscal de longue durée et arrêtant la liste des impôts stabilisés au profit desdites entreprises.-

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Après en avoir délibéré

a adopté dans sa séance du Lundi 27 février 1961, la Loi dont la teneur suit :

ARTICLE 1er.- Sont rapportées sous réserve de ce qui est dit à l'article 8 ci-dessous : la délibération n° 56.057 du 30 Décembre 1956 fixant les caractéristiques des catégories d'entreprises susceptibles de bénéficier des dispositions de l'article 32 de la loi n° 53 - 1336 du 31 décembre 1953, les délibérations n°s 56.058 du 30 décembre 1956 et 57.003 du 22 janvier 1957 fixant la liste des impôts, droits et taxes stabilisés au bénéfice des entreprises à qui sera accordé un régime fiscal de longue durée.

ARTICLE 2.- Les entreprises installées sur le territoire de la République du Sénégal appartenant aux catégories ci-après :

- Entreprises de recherches minières, Industries minières à l'exception des entreprises de recherches et des industries d'extraction des hydrocarbures, qui font l'objet de dispositions particulières,
- Industries de traitements physiques, chimiques, métallurgiques et électro-métallurgiques des minerais, minéraux et autres produits du sous-sol,
- Industries d'élaboration des métaux et de leurs alliages,
- Industries de production d'énergie hydroélectrique,
- Industries de transformation de céréales,
- Industries de transformation des principales productions locales,
- Entreprises de fabrication et de montage, d'articles de grande consommation,
- Entreprises de fabrication et de montage d'éléments préfabriqués destinés à la construction,
- Toute entreprise dont la création, l'équipement ou l'extension présenterait une importance particulière pour la mise en oeuvre du plan de développement du Sénégal,

- Pourront, après avoir obtenu l'agrément prévu à l'article 4 de la loi n°6I-I4 du 27 février 1961 modifiant et complétant les dispositions relatives à l'instauration d'un régime fiscal de longue durée dans la République du Sénégal, bénéficier d'un régime fiscal de longue durée qui est défini ainsi qu'il suit :

ARTICLE 3.- Resteront applicables aux entreprises visées à l'article 2 susvisé, pendant la période d'application du régime fiscal de longue durée, les modes d'assiette, règles de perception et tarifs des impôts droits et taxes perçus au profit du budget de l'Etat et énumérés ci-dessous, en vigueur à la date du point de départ du régime fiscal de longue durée :

- Impôts sur le revenu, en ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les bénéfices réalisés par une entreprise nouvelle ou une partie nouvelle d'une entreprise, seront exonérés dans les conditions prévues du régime commun, et jusqu'à concurrence du montant des investissements effectués, la part de ces bénéfices excédant le montant desdits investissements étant imposée même si elle apparaît avant la fin de l'exercice clos au cours de la 5ème année suivant la mise en marche effective de l'entreprise.
- Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, en ce qui concerne les produits des obligations et emprunts de toute nature, des dépôts et cautionnements et comptes-courant, ainsi que des dividendes encaissés
- Impôts fonciers sur les propriétés bâties et non bâties, taxe sur les biens de main morte,
- Contributions des patentes,
- Droits de douane à l'importation,
- Droits fiscaux d'entrée, en ce qui concerne les droits spécifiques, la stabilisation s'entend du rapport existant actuellement entre le montant du droit perçu et la valeur propre du produit.
- Taxes forfaitaires représentatives de la taxe sur les transactions,
- Taxes indirectes que les entreprises susvisées auront à supporter du fait de toutes les opérations ressortissant de leurs activités ou du fait des marchés qu'elles passeront avec des entrepreneurs de travaux,
- Droits de sortie applicables aux produits exportés par les entreprises visées à l'article 2 ci-dessus. En ce qui concerne les droits spécifiques, la stabilisation s'entend du rapport qui existera entre le montant du droit perçu et la valeur propre du produit au moment de la première application de ces droits,
- Taxe d'extraction des matériaux sur le domaine public,
- Redevance minière ad valorem,
- Droits d'enregistrement.

ARTICLE 4.- Resteront applicables aux entreprises visées par l'article 2, les dispositions en vigueur à la date du point de départ du régime fiscal de longue durée, concernant les exemptions et ristournes dont sont susceptibles de bénéficier ces entreprises au titre de la réglementation sur le Fonds Routier.

ARTICLE 5.- Les entreprises bénéficiant d'un régime fiscal de longue durée devront prendre l'engagement de clôre le dernier exercice de la période de stabilité le jour de l'expiration du régime fiscal de longue durée.

ARTICLE 6.- Toutes les opérations réalisées par les entreprises visées par l'article 2 ci-dessus qui ne seront pas expressément désignées par l'arrêté d'agrément cité à l'article 4 de la loi n°6I-14 du 27 février 1961 resteront soumises à la fiscalité de droit commun.

ARTICLE 7.- Si les entreprises bénéficiant d'un régime fiscal de longue durée désirent revenir au régime de droit commun, il leur appartiendra d'arrêter leurs écritures à la date de l'arrêté qui consacrera la cessation du régime de longue durée.

ARTICLE 8.- Les dispositions des délibérations visées à l'article 1er ci-dessus resteront applicables aux entreprises en ayant bénéficié avant la promulgation de la présente loi./.-

DAKAR, le 27 FEVRIER 1961

Le Président de séance

LAMINE GUEYE.-